

## ASSOCIATION AAPEJ - FEKLER

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

---

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

# ASSOCIATION AAPEJ - FEKLER

Association

Siège social : 8 rue des Conques - 97434 SAINT PAUL - LA REUNION

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames,  
Messieurs,

### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**ASSOCIATION AAPEJ - FEKLER** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

 .../...

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne les produits d'exploitation et les capitaux propres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VÉRIFICATION SPÉCIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

 .../...



## RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 17 mai 2024

Le Commissaire aux comptes :



SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Guillaume ESPITALIER-NOËL



# **FEKLER**

## **Anciennement AAPEJ - Aide et Protection de l'Enfance et de la Jeunesse**

8 rue des Conques  
97 460 Saint-Paul

## **Comptes Annuels**

Arrêtés au 31 décembre 2023

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023

## Sommaire

<b>BILAN</b>	<b>1</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>3</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>6</b>
<b>PRESENTATION DE L'ENTITE</b>	<b>6</b>
<b>FAITS CARACTERISTIQUES</b>	<b>6</b>
<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</b>	<b>9</b>
<b>CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES</b>	<b>9</b>
<b>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION</b>	<b>9</b>
<b>NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES</b>	<b>16</b>
<b>NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>17</b>
<b>NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>18</b>
<b>NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES</b>	<b>19</b>
<b>NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>20</b>
<b>NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT</b>	<b>21</b>
<b>NOTE 8. PROVISIONS &amp; DEPRECIATIONS</b>	<b>22</b>
<b>NOTE 9. FONDS DEDIES</b>	<b>23</b>
<b>NOTE 10. CHARGES A PAYER</b>	<b>24</b>
<b>NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>24</b>
<b>NOTE 14. BILAN FINANCIER</b>	<b>25</b>
<b>NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>26</b>
<b>NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>27</b>
<b>NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>27</b>
<b>NOTE 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>28</b>
<b>NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS</b>	<b>28</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE</b>	<b>29</b>
<b>NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE</b>	<b>30</b>
<b>NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>31</b>
<b>NOTE 23. EFFECTIF MOYEN</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>33</b>
<b>NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT</b>	<b>33</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2023	31/12/2022
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	5 502	145	5 357	
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	39 207	20 435	18 772	7 337
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	567 734		567 734	567 734
Constructions	5 187 439	3 030 226	2 157 213	1 719 065
Installations techniques, matériels et outillage	8 856	3 287	5 569	7 341
Autres Immobilisations corporelles	3 378 161	1 921 562	1 456 599	1 511 460
Immobilisations corporelles en cours	845 521		845 521	303 989
Avances et acomptes	2 442		2 442	1 332
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	15		15	15
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 651		1 651	1 651
Prêts				
Autres Immobilisations Financières	116 055		116 055	121 720
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>10 152 583</b>	<b>4 975 655</b>	<b>5 176 928</b>	<b>4 241 644</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	28 318		28 318	31 350
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	166 966	37 128	129 838	156 216
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	1 277 633	18 000	1 259 633	1 770 525
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.	558 807		558 807	160 298
Disponibilités	4 211 156		4 211 156	4 070 172
Charges constatées d'avance	3 801		3 801	10 137
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>6 246 681</b>	<b>55 128</b>	<b>6 191 553</b>	<b>6 198 698</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart d'arrondi				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 399 264</b>	<b>5 030 783</b>	<b>11 368 481</b>	<b>10 440 342</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes



<b>BILAN PASSIF</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Fonds Propres sans droit de reprise</b>	<b>1 542 432</b>	<b>1 542 432</b>
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires	1 542 432	1 542 432
<b>Fonds Propres avec droit de reprise</b>		
- Fonds propres statutaires		
- Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>	<b>3 877 582</b>	<b>3 339 093</b>
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	20 000	20 000
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	3 842 582	3 304 093
- Autres réserves	15 000	15 000
<b>Report à nouveau</b>	<b>-4 802 149</b>	<b>-5 586 891</b>
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-264 548	332 847
- Autres reports à nouveau	-4 537 601	-5 919 738
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>86 498</b>	<b>1 323 231</b>
- Activités en gestion contrôlée	275 396	-53 289
- Autres activités	-188 898	1 376 520
<b>Situation Nette</b>	<b>704 363</b>	<b>617 865</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	586 320	683 869
Provisions réglementées	3 469 708	3 466 124
Autres fonds propres		
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>4 760 391</b>	<b>4 767 858</b>
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	885 882	1 190 694
<b>FONDS DEDIES OU REPORTEES</b>	<b>885 882</b>	<b>1 190 694</b>
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	549 540	533 067
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>549 540</b>	<b>533 067</b>
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)		1 360 390
Emprunts et dettes financières divers	2 812 746	37 612
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	7 398	43 863
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	437 372	504 607
Dettes fiscales et sociales	1 809 485	1 781 551
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	75 825	102 202
Produits constatés d'avance	29 842	118 498
<b>DETTES</b>	<b>5 172 668</b>	<b>3 948 723</b>
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 368 481</b>	<b>10 440 342</b>
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		

Ces comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

## COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2023	31/12/2022
Cotisations	240	220
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>731 767</b>	<b>749 619</b>
-Ventes de biens :	27 940	21 151
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	27 940	21 151
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	703 827	728 468
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	138 576	171 430
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	565 251	557 038
<i>Autres prestations de service</i>		
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>16 017 337</b>	<b>14 649 270</b>
- Concours publics	13 815 813	12 948 875
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	122 811	61 748
<i>Dotation Globale de Financement</i>	13 628 845	12 761 461
<i>Autres produits de tarification</i>	64 157	125 666
- Subventions d'exploitation	2 186 524	1 682 396
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		
- Contributions financières	15 000	17 999
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	105 341	248 031
Utilisation des fonds dédiés	525 938	286 830
Autres produits de Gestion Courante	347 364	225 258
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>17 727 987</b>	<b>16 159 228</b>
Achat de marchandises	2 640	1 400
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	3 772 422	3 525 819
Aides financières	8 728	7 194
Impôts, taxes et versements assimilés	583 265	509 201
Salaires et traitements	8 430 834	7 806 953
Charges sociales	3 553 236	3 158 727
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	722 055	575 419
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	30 031	16 404
Pour risques et charges : dotations aux provisions	72 186	153 806
Engagements à réaliser sur ressources affectées	221 126	461 867
Autres charges	226 406	38 415
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>17 622 929</b>	<b>16 255 205</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>105 058</b>	<b>-95 977</b>
<b>Quote part de résultat sur opérations faites en commun</b>		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		

comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

<b>COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 153	1 442
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Produits financiers</b>	<b>4 153</b>	<b>1 442</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 367	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>3 367</b>	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>786</b>	<b>1 442</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>105 844</b>	<b>-94 535</b>
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	25 000	1 516 000
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	1 679	630
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>26 679</b>	<b>1 516 630</b>
Sur opérations de gestion	450	1 500
Sur opérations en capital	12 287	16 790
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 263	53 768
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>18 000</b>	<b>72 058</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>8 679</b>	<b>1 444 572</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	28 025	26 806
<b>Résultat net</b>	<b>86 498</b>	<b>1 323 231</b>
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>17 758 819</i>	<i>17 677 300</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>17 672 321</i>	<i>16 354 069</i>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes



Sommaire :

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
	<b>PRESENTATION DE L'ENTITE</b>	X		
	<b>FAITS CARACTERISTIQUES</b>	X		
	<b>EVENEMENTS POST CLOTURE</b>	X		
	<b>CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE</b>			
	<b>PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION</b>	X		
	<b>NOTES SUR LE BILAN</b>			
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Filiales et Participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Variation des fonds propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance		X	
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
	<b>NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT</b>			
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Global	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
	<b>AUTRES INFORMATIONS</b>			
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X

+  
Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	11 368 481 €
✓ Total du compte de résultat (Produits)	17 758 819 €
✓ Résultat de l'exercice (Excédent)	86 498 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Association en date du 23 avril 2024.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## PRESENTATION DE L'ENTITE

FEKLER – anciennement AAPEJ - est une association réunionnaise fondée le 21 décembre 1936, reconnue d'utilité publique par décret du 07 novembre 1969. Elle a pour but d'assurer, avec l'aide des Pouvoirs Publics, la prise en charge d'enfants, d'adolescents, de jeunes majeurs et de tout public en situation sociale difficile en vue de leur insertion.

L'association possède sur l'Ile de la Réunion 16 structures, dont 9 établissements sociaux ou médico-sociaux qui mettent tout en œuvre pour accomplir leur mission.

Son action est financée majoritairement par dotations globales ou facturations en prix de journée auprès de l'Etat ou des départements (Aide Sociale à l'Enfance ou Protection Judiciaire de la Jeunesse).

## FAITS CARACTERISTIQUES

### 1. Changement de dénomination sociale

L'association AAPEJ, par décision d'assemblée générale en date du 26 octobre 2023, a changé de nom pour devenir FEKLER.

### 2. Conflit Ukraine Russie

Les perturbations économiques provoquées par le conflit Ukraine Russie n'ont pas eu en 2023 de répercussions importantes sur l'activité de l'association.

L'association a établi les comptes annuels sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des états financiers sans prendre en compte les incidences potentielles liées aux événements survenus postérieurement à la date d'arrêt des comptes. Conformément aux recommandations de l'ANC, l'association n'a pas procédé à des classements au sein de son résultat comptable différents de ceux opérés usuellement.

### 3. Plan de continuation

Le Tribunal de Grande Instance de Saint Pierre a constaté l'état de cessation des paiements de l'association AAPEJ en date du 15 novembre 2011 et ouvert une procédure de redressement judiciaire.

En date du 13 novembre 2012, le Tribunal de Grande Instance de Saint Pierre a validé le plan d'apurement de passif proposé par l'AAPEJ, prévoyant notamment :

- Le paiement immédiat des créances inférieures à 300 euros et créances super privilégiées de l'AGS.
- La reprise des paiements des échéances à échoir des emprunts Crédit Agricole et report en fin de contrat des échéances gelées au cours de la procédure de redressement judiciaire.
- Le remboursement de 100% du passif échu résiduel vérifié et admis, sans intérêts, en 10 ans par échéances semestrielles constantes, la première échéance intervenant le 1<sup>er</sup> juin 2013.

Au 31 décembre 2022, après règlement de toutes les échéances, la dette a été intégralement remboursée et l'exécution du plan de redressement a été notifiée par le Tribunal Judiciaire de Saint Pierre de la Réunion en date du 4 avril 2023.

### 4. Emprunts souscrits

L'association a souscrit trois emprunts à la fin de l'année 2023 auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) :

- Un emprunt de 1 817 ke sur 25 ans débloqué à hauteur de 909 ke au 31-12-2023, afin de financer la délocalisation de l'activité « MECS Les Lataniers », du GIED Felix Potier, au sein d'un nouvel internat à construire à l'Eperon à Saint-Gilles les Hauts. Cet emprunt fait l'objet d'un cautionnement à hauteur de 50% de la part du Département de la Réunion.
- Un emprunt de 301 ke sur 20 ans afin de financer les travaux de l'Unité Ferme Pédagogique Adaptée du GIED Félix Potier. Cet emprunt fait l'objet d'un cautionnement à hauteur de 50% de la part du Département de la Réunion.
- Un emprunt de 283 ke sur 10 ans afin de financer les travaux de rénovation du Centre d'Education Renforcé à la Plaine des Cafres. Cet emprunt est garanti par le nantissement d'un compte de réserves pour 95 ke.

Ces emprunts ont été comptabilisés dans le poste « autres emprunts et dettes financières » au passif du bilan.

Les emprunts déjà souscrits antérieurement auprès de l'AFD et présentant un solde à la clôture 2022 de 1 360 ke ont aussi été reclassés courant 2023 du poste « emprunts auprès des établissements de crédit » vers le poste « autres emprunts et dettes financières ».

### 5. Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquérir des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

Les nouvelles règles légales sur l'acquisition de droit ) congés payés pendant un arrêt de maladie et sur la prise de ces congés , issues de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, parution au JO le 23/04/2024, sont enfin en vigueur mais posent de nombreuses questions pratiques. Ces nouvelles règles entrent en vigueur le 24/04/2024.

Le Directoire Finances s'est tenu le 11 avril 2024 pour examiner les comptes des entités juridiques relevant du périmètre du Groupe SOS.



Compte tenu, notamment, de position claire vis-à-vis des éventuels accords de branche qui pourront venir préciser sa mise en application, d'incertitude sur de nombreuses questions pratiques, la valorisation de l'impact sur les comptes au 31 décembre 2023 de l'Association APEJ demeure encore incertaine.

L'Association APEJ estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou certaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

#### **6. Contractualisation CPOM :**

- Signature le 28 décembre 2023 d'un CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs & de Moyens), pour la période 2023-2027 entre l'Etat via la Préfecture et l'association FEKLER – anciennement AAPEJ.

Celui-ci inclut les établissements suivants dans les périmètres de l'hébergement et du logement adapté :

- ✓ Les CHRS le LOGIS & Pierre MORANGE ;
- ✓ Les dispositifs insertion et hébergement d'urgence (AAVA / DAAVIF / HEVA) ;
- ✓ Les dispositifs Maison Relais, FJT, IML & ALT.

## **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

### **Conflit Ukraine Russie**

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2024 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

*Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes*

## **CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES**

### **a) Changement de méthode comptable**

Néant.

### **b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison**

Néant.

### **c) Changement d'estimation comptable**

Néant.

## **PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

### **a) PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité analytique, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont directement intégrés au sein de la balance générale.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est précisée en note n°7 de la présente annexe.

## **b) PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS**

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1<sup>er</sup> du règlement ANC n°2019-04 et le règlement ANC n°2020-08.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 du Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

## **c) DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES**

### **C.1. COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :**

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir ci-après par § 22.a3.).

## **d) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les frais d'établissements activés sont amortis linéairement sur 3 ans à compter de la date d'ouverture effective de l'établissement.



#### e) IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMEUBLES ET MEUBLES :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement ANC 2014-03. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

**Les amortissements** sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

Libellés	Pourcentage de répartition	Durée d'amortissement
Actifs immobiliers		
Structure et ouvrage assimilés	62,27%	10 à 50 ans
Bâtiment - électricité	1,90%	5 à 10 ans
Bâtiment - Aménagement intérieur	12,83%	5 à 20 ans
Installations générales - agencés - aménagt construct	21,59%	5 à 25 ans
Bâtiment - divers	1,41%	5 à 10 ans
Autres Mobiliers		
Installations techniques, matériel et outillages	100,00%	5 à 10 ans
Matériel de transport	100,00%	5 ans
Matériel de bureau et informatique	100,00%	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	100,00%	3 à 10 ans
Autres immo - corporelles	100,00%	5 à 10 ans
Logiciels	100,00%	1 à 3 ans

#### Amortissements dérogatoires constatés dans les structures en gestion contrôlée :

Lorsque la dotation aux amortissements, résultant de l'application du règlement ANC 2014-03, est inférieure à la dotation initialement prévue et autorisée par les autorités de tarification, la différence est constatée en Amortissements dérogatoires.

#### Dépréciation des actifs :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

#### **f) IMMOBILISATIONS FINANCIERES :**

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en note 8 de l'annexe.

#### **g) CREANCES ET DETTES :**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en note 8 de l'annexe.

#### **h) TRESORERIE - EMPRUNTS**

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.
- **Valeurs mobilières de placement** :

**Titres** : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, la valorisation des titres est de 79 ke. Aucune dépréciation n'est à constater.

**Comptes à Terme – Dépôt à Terme** : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2023, les comptes à terme et dépôt à terme s'élèvent à 480 ke dont 95 ke font l'objet d'un nantissement dans le cadre d'un emprunt souscrit auprès de l'AFD.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

#### i) APPORTS AVEC DROIT DE REPRISE

Les apports en fonds associatifs sont constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Le cas échéant, les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22.

#### j) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissement, sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à virer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2023 à 586 320 euros.

#### k) PROVISIONS REGLEMENTEES :

Ces provisions sont constituées en application de l'avis du C.N.C. N°2007-05 du 4 mai 2007 et en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.)
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.)
- Amortissements dérogatoires (voir §e ci-avant)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.)

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n° 8 de l'annexe.

##### k-1. Couverture du besoin en fonds de roulement :

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

A la clôture, l'association n'a constaté aucune provision pour couverture du besoin en fonds de roulement.

##### k-2. Renouvellement des immobilisations :

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir. Cette allocation intervient en amont d'un programme d'investissement.

Ce mécanisme de « préfinancement » permet de limiter le recours à l'emprunt et neutraliser certains surcoûts d'exploitation générés par des opérations d'investissement.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros Pré-affectation du résultat	31.12.2022	Dotation	Reprise	31.12.2023	Autorisé par les autorités de tarification
AAPEJ_CHRS Le Logis	45 077		-1 679	43 398	43 398
AREL_CHRS Pierre Morange	16 008			16 008	16 008
<b>Prov. renouvellement des immos</b>	<b>61 085</b>	<b>0</b>	<b>-1 679</b>	<b>59 406</b>	<b>59 406</b>

### **k-3. Réserves des plus-values nettes d'actifs :**

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au titre de l'exercice 2023, 5 263 euros ont été dotés. Le solde des provisions à la clôture s'élève donc à 3 410 302 euros.

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

### **l) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :**

Les provisions pour risques et charges sont déterminées en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

#### **l-1) Provisions Prud'hommes**

**Les provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

#### **l-2) Gros entretiens et grandes révisions**

**Les provisions pour gros entretiens** ou grandes révisions incluent les nouvelles règles applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces nouvelles règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

**Le montant de ces provisions est de 226 825 euros au 31 décembre 2023.**



### **I-3) Engagements de retraite**

**Les engagements pour indemnités de fin de carrière** sont évalués selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.17%,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'Association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquises au divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.
- Le montant de l'engagement inscrit est proratisé en fonction du nombre de droits acquis en matière d'années de présence pour chacun des salariés.

De plus, les engagements de retraite sont comptabilisés sous forme de provision pour le personnel âgé de plus de 50 ans, pour lesquels des échanges ont eu lieu avec les autorités de tarification préalablement à l'arrêté des comptes.

Ces engagements sont détaillés en note n° 22 de l'annexe.

#### **m) FONDS DEDIES**

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est communiqué en note N°9.

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute Début Exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement		5 502								5 502
Autres immobilisations incorporelles	9 935	29 272								39 207
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>9 935</b>	<b>34 774</b>								<b>44 709</b>
Terrains	567 734									567 734
Constructions	4 523 523	662 972						944		5 187 439
Instal. techniques matériel et outillage	8 856									8 856
Instal. générales, aménagements divers	1 389 503	99 239						6 935		1 495 677
Matériel de transport	784 703	243 829	-140 782							887 750
Matériel de bureau et informatique	214 948	18 694	-11 062					680		223 260
Mobilier	387 094	17 403	-38							404 459
Autres	319 835	47 180								367 015
Immobilisations corporelles en cours	303 989	550 091						-8 559		845 521
Avances et acomptes	1 332	1 110								2 442
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>8 501 517</b>	<b>1 640 518</b>	<b>-151 882</b>							<b>9 990 153</b>
Participations	15									15
Prêts										
Autres titres et immobilisations financières	123 371	7 804	-13 469							117 706
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>123 386</b>	<b>7 804</b>	<b>-13 469</b>							<b>117 721</b>
<b>Total Valeurs Brutes</b>	<b>8 634 838</b>	<b>1 683 096</b>	<b>-165 351</b>							<b>10 152 583</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement		145								145
Autres immobilisations incorporelles	2 598	17 837								20 435
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>2 598</b>	<b>17 982</b>								<b>20 580</b>
Terrains										
Constructions	2 804 458	225 223						545		3 030 226
Instal. techniques matériel et outillage	1 515	1 772						-545		3 287
Instal. générales, aménagements divers	507 095	170 408								676 958
Matériel de transport	469 142	191 540	-128 494							532 188
Matériel de bureau et informatique	147 584	25 386	-11 062							161 908
Mobilier	263 859	35 914	-38							299 735
Autres	196 943	53 830								250 773
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>4 390 596</b>	<b>704 073</b>	<b>-139 594</b>							<b>4 955 075</b>
<b>Total Amortissements</b>	<b>4 393 194</b>	<b>722 055</b>	<b>-139 594</b>							<b>4 975 655</b>

**Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS**

		Informations financières				Valeur comptable des titres détenus			Autres renseignements		
		Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT	Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Année de référence	Capital										
Alliance Gestion - GIE	2 022	200 100	0	0,01%	0	24 479 588	15	15			
<b>Total</b>							<b>15</b>	<b>15</b>			



## Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts ( 1 )			116 055
Autres immobilisations financières	116 055		
Clients douteux	29 728	29 728	
Usagers, clients et comptes rattachés	137 238	137 238	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	174 026	174 026	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 741	11 741	
Etat et collectivités publiques	1 051 461	1 051 461	
Groupe et associés			
Autres créances	40 405	40 405	
Charges constatées d'avance	3 801	3 801	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 564 455</b>	<b>1 448 400</b>	<b>116 055</b>
( 1 ) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice			
- Remboursements obtenus en cours d'exercice			

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 812 746	121 056	583 789
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	437 372	437 372	
Personnel et comptes rattachés	644 486	644 486	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	872 813	872 813	
Etat et collectivités publiques	292 186	292 186	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	75 825	75 825	
Produits constatés d'avance	29 842	29 842	
<b>TOTAL</b>	<b>5 165 270</b>	<b>2 473 580</b>	<b>583 789</b>
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 492 500		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	80 000		

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes



## Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
<b>Fonds propres</b>									
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 542 432</b>								<b>1 542 432</b>
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	1 542 432								1 542 432
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>									
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires									
<b>Ecart de réévaluation</b>									
<b>Réserves</b>	<b>3 339 093</b>	<b>538 489</b>							<b>3 877 582</b>
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	20 000								20 000
Autres réserves (dont investissement)	15 000								15 000
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	3 304 093	538 489							3 842 582
Investissement	841 463	5 973							847 436
Compensation	452 063	29 261							481 324
Compensation des charges d'amortissement	407 051	503 255							910 306
Trésorerie	1 603 516								1 603 516
<b>Report à nouveau</b>	<b>-5 586 891</b>	<b>784 742</b>							<b>-4 802 149</b>
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	332 847	-591 779		-5 616					-264 548
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	389 713	-539 382							-149 669
Charges rejetées par l'autorité	-56 343	-101 490		-5 706					-163 539
Charges dont la prise en compte est différée	-523	49 093		90					48 660
Autres Reports à nouveau	-5 919 738	1 376 521		5 616					-4 537 601
Activités des ESMS sous gestion libre	-52 240								-52 240
Autres activités	-5 867 498	1 376 521		5 616					-4 485 361
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 323 231</b>	<b>-1 323 231</b>					<b>275 396</b>	<b>-188 898</b>	<b>86 498</b>
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-53 289	53 289					275 396		275 396
Autres activités	1 376 520	-1 376 520						-188 898	-188 898
<b>Situation Nette</b>	<b>617 865</b>						<b>275 396</b>	<b>-188 898</b>	<b>704 363</b>
Subventions	683 869						28 241	-125 790	586 320
Provisions réglementées	3 466 124						5 263	-1 679	3 469 708
<b>TOTAL</b>	<b>4 767 858</b>						<b>308 900</b>	<b>-316 367</b>	<b>4 760 391</b>

## Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	Résultat 2023	Gestion contrôlée ESMS	Gestion libre Autres activités
GIED FELIX POTIER	88 327	88 327	
GIED FERNAND SANGLIER	229 892	229 892	
FJT de Saint Pierre	7 713		7 713
CEF Jules Palant	-22 914	-22 914	
CER	-19 704	-19 704	
Réparation Pénale	2 733	2 733	
MJIE	-21 983	-21 983	
Pasrel +	-132 200		-132 200
<b>Secteur Jeunesse</b>	<b>131 864</b>	<b>256 351</b>	<b>-124 487</b>
CHRS Le Logis	9 017	9 017	
CHRS A.T.I.	-2 603		-2 603
GESTION A.L.T.	0		0
CHRS Pierre Morange	5 705	5 705	
Maison Calixte	5 269		5 269
IML FEKLER	5 451		5 451
<b>Secteur Solidarités</b>	<b>22 839</b>	<b>14 722</b>	<b>8 117</b>
FEKLER_Association	-72 528		-72 528
FEKLER_S.T.C. SIEGE	4 323	4 323	
<b>Groupe - Support</b>	<b>-68 205</b>	<b>4 323</b>	<b>-72 528</b>
<b>Résultat Global</b>	<b>86 498</b>	<b>275 396</b>	<b>-188 898</b>
		<b>86 498</b>	

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 8. PROVISIONS & DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	3 295 897	5 263						3 301 160
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immobilisés	109 142							109 142
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	61 085		-1 679					59 406
Provisions pour renouvellement des immobilisations								
Provision liée à l'Effort de Construction								
Autres provisions réglementées								
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>3 466 124</b>	<b>5 263</b>	<b>-1 679</b>					<b>3 469 708</b>
Provisions pour litiges salariaux								
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	28 025	28 025	-28 025					28 025
Provisions pour grosses réparations	233 460	16 421	-23 056					226 825
Provisions pour départ à la retraite	271 582	55 765	-32 657					294 690
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges								
<b>TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>533 067</b>	<b>100 211</b>	<b>-83 738</b>					<b>549 540</b>
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	27 673	12 031	-2 576					37 128
Autres dépréciations	21 000	18 000	-21 000					18 000
<b>TOTAL DEPRECIATIONS</b>	<b>48 673</b>	<b>30 031</b>	<b>-23 576</b>					<b>55 128</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 047 864</b>	<b>135 505</b>	<b>-108 993</b>					<b>4 074 376</b>
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		102 217	-79 289					
- financière								
- exceptionnelle		5 263	-1 679					
- provision pour impôts		28 025	-28 025					

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Report des ressources non utilisées	Utilisation	Transferts	Fusions / APA	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C	Dont remboursements	D	F=A+B+C+D+E	
Immobilisations	376 666				-358 666	18 000	10 000
Immobilisations acquises	18 923	19 551	-11 757		358 666	385 384	
Travaux non immobilisés							
Charges de personnel	9 106					9 106	
Covid 19	3 484		-3 484				
Atelier AAVA					30 000	30 000	
Fonctionnement	37 000	47 009			-30 000	54 010	
<b>Fonds dédiés / sur contributions ATC</b>	<b>445 180</b>	<b>66 561</b>	<b>-15 241</b>			<b>496 500</b>	<b>10 000</b>
Immobilisations	142 102		-14 720		-83 025	44 357	34 374
Immobilisations acquises	25 508		-14 279		83 025	94 255	
Travaux non immobilisés	25 786		-25 786				
Charges de personnel	4 475		-4 475				
Fonctionnement	420 009	117 775	-327 969			209 814	81 040
Covid 19	15 337		-11 172			4 165	4 165
Miel en l'Air	64 326		-64 326				
ACI Boutique solidaire	47 971		-47 971				
SSIP DAAVIF		36 790				36 790	
<b>Fonds dédiés sur subventions</b>	<b>745 514</b>	<b>154 565</b>	<b>-510 698</b>			<b>389 381</b>	<b>119 578</b>
<b>Total</b>	<b>1 190 694</b>	<b>221 125</b>	<b>-525 938</b>			<b>885 882</b>	<b>129 578</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes



## Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2023
<b>Emprunts obligataires</b>	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
<b>Emprunts et dettes financières divers</b>	
<b>Fournisseurs d'exploitation</b>	<b>169 611</b>
Congés payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	848 491
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	43 941
Etat - autres charges à payer	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>892 432</b>
<b>Fournisseurs d'immobilisation</b>	
Clients - Avoirs à établir	60
Divers - Charges à payer	
<b>Autres dettes</b>	<b>60</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 062 103</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2023
<b>Créances usagers et comptes rattachés</b>	<b>2 943</b>
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	
Personnel - Produits à recevoir	150 933
Organismes sociaux IJSS	11 615
Etat - Produits à recevoir	20 665
Subvention à recevoir	173 489
Comptes courants produits à recevoir	
Divers - Produits à recevoir	833
<b>Autres créances</b>	<b>357 535</b>
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	
<b>Disponibilités</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>360 478</b>



## Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2023	31/12/2022	FINANCEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations incorporelles brutes	44 709	9 935	Apports, dotations, rés et fonds propres	1 562 432	1 562 432
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	567 734	567 734	Réserves affectées à l'investissement	857 436	851 463
- Agencements			Réserve de compens des charges d'amort.	910 306	407 067
- Constructions	5 187 439	4 523 523	Subventions d'investissement	586 320	688 865
- Installations, matériels et outillages	8 856	8 856	Provisions réglementées	59 406	6 085
- Autres immobilisations corporelles	3 378 161	3 096 083	Provisions régl. des PV nettes d'actif	3 410 302	4 050 039
Immo. corporelles et incorporelles en cours	847 963	305 321	Fonds dédiés immobilisations	541 995	588 986
Immo. en cours - part investissement PPP			Emprunts - dettes financières	2 772 500	1 360 000
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Dépôts et cautionnements reçus	40 246	37 612
Immobilisations financières	117 721	123 386	Amortissements des immobilisations		
Amortissements excédentaires différés			- Incorporelles	20 580	2 598
			- Agencements des terrains		
Charges à répartir			- Constructions	3 030 226	2 804 458
Autres			- Installations, matériels et outillages	3 287	1 515
			- Autres immobilisations corporelles	1 921 562	1 584 623
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC	-2 862	30 301
			Autres réserves	-4 537 601	-5 919 738
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
<b>Biens stables (II)</b>	<b>10 152 583</b>	<b>8 634 838</b>	<b>Financements stables (I)</b>	<b>11 176 136</b>	<b>7 461 294</b>
<b>FRI NÉGATIF (I-II)</b>		<b>1 173 544</b>	<b>FRI POSITIF (I-II)</b>	<b>1 023 553</b>	
Reports à nouveau déficitaires	408 382	393 717	Réserves et provisions à la couv du BFR	1 608 516	1 608 516
Résultat déficitaire			Réserves de compensation des déficits	481 324	452 063
Créances Glissantes			Résultat excédentaire	86 498	1 323 231
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	77 586	672 758
			Provisions pour risques et charges	549 540	533 067
			Fonds dédiés d'exploitation	343 886	601 708
			Dépréciation des stocks et créances	55 128	48 673
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
<b>Actifs stables d'exploitation (IV)</b>	<b>408 382</b>	<b>393 717</b>	<b>Financements stables d'exploitation (III)</b>	<b>3 202 478</b>	<b>5 240 016</b>
<b>FRE NÉGATIF (III-IV)</b>			<b>FRE POSITIF (III-IV)</b>	<b>2 794 096</b>	<b>4 846 299</b>
<b>FRNG NEGATIF</b>			<b>FRNG POSITIF</b>	<b>3 817 649</b>	<b>3 672 755</b>
Stocks			Avances reçues	7 398	43 863
Avances et acomptes versés	28 318	31 350	Fournisseurs d'exploitation	437 372	504 607
Organismes payeurs, usagers	137 238	135 216	Dettes fiscales et sociales	1 809 485	1 781 551
Créances diverses d'exploitation	1 277 633	1 791 525	Dettes diverses d'exploitation	75 825	102 202
Créances irrécouvrables en non-valeur	29 728	48 673	Produits constatés d'avance	29 842	118 498
Charges constatées d'avance	3 801	10 137	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	-69 110	-23 505	Fonds en dépôt par les résidents		
Autres			Autres		
<b>Valeurs d'exploitation (VI)</b>	<b>1 407 608</b>	<b>1 993 396</b>	<b>Dettes d'exploitation (V)</b>	<b>2 359 922</b>	<b>2 550 721</b>
<b>BFR (VI-V)</b>			<b>EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)</b>	<b>952 314</b>	<b>557 325</b>
Valeurs mobilières de placement	558 807	160 298	Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	4 192 377	4 054 896	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance	18 779	14 886	Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus		
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
<b>Liquidités (VIII)</b>	<b>4 769 963</b>	<b>4 230 080</b>	<b>Financements à court terme (VII)</b>		
<b>TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)</b>	<b>4 769 963</b>	<b>4 230 080</b>	<b>TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)</b>		
<b>TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>16 738 536</b>	<b>15 252 031</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)</b>	<b>16 738 536</b>	<b>15 252 031</b>

## Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>4 230 080</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>105 058</b>	
+ Amortissements	722 055	
+ Provisions	22 928	
+ Fonds dédiés	-304 812	
+ Autres	-110 204	
<b>Resultat brut d'exploitation</b>	<b>435 025</b>	
- Frais financiers	-3 367	
+ Produits financiers	4 153	
- Impôt sur les sociétés	-28 025	
+/- Charges et produits exceptionnels	-450	
+/- Autres		
<b>Capacité d'auto-financement</b>	<b>407 336</b>	
Variation des créances d'exploitation	540 183	
Variation des dettes d'exploitation	-190 799	
<b>- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>349 384</b>	
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>756 720</b>	
- Acquisition d'immobilisations	-1 683 096	
+ Cession d'immobilisations	38 469	
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-1 644 627</b>	
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues	12 656	
+ Emissions d'emprunts	1 492 500	
- Remboursements d'emprunts	-80 000	
+/- Dépôts de garanties reçus	2 634	
+ Autres variations		
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>1 427 790</b>	
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>4 769 963</b>	

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31.12.2023	31.12.2022
Jeunesse	13 786 890	12 691 753
Solidarités	3 659 563	3 067 392
Groupe	293 188	411 991
Facturation entre établissements	-11 654	-11 908
<b>Produits d'exploitation par activité</b>	<b>17 727 987</b>	<b>16 159 228</b>
Gestion libre	3 506 585	2 797 743
Gestion contrôlée	14 233 056	13 373 393
Facturation entre établissements	-11 654	-11 908
<b>Produits d'exploitation par nature de financement</b>	<b>17 727 987</b>	<b>16 159 228</b>
Secteur lucratif		
Secteur non lucratif	17 727 987	16 159 228
<b>Produits d'exploitation par secteur fiscal</b>	<b>17 727 987</b>	<b>16 159 228</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles	25 000	12 287	12 713	1 516 000	16 790	1 499 210
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles sur le capital						
<b>Opérations en capital</b>	<b>25 000</b>	<b>12 287</b>	<b>12 713</b>	<b>1 516 000</b>	<b>16 790</b>	<b>1 499 210</b>
Aux amortissements excep. des immo.					32 768	(32 768)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées	1 679	5 263	(3 584)	630		630
Aux provisions pour risques et charges						
Aux dépréciation except.					21 000	(21 000)
<b>Dotations et reprises</b>	<b>1 679</b>	<b>5 263</b>	<b>(3 584)</b>	<b>630</b>	<b>53 768</b>	<b>(53 138)</b>
Pénalités et amendes		450	(450)		1 500	(1 500)
Autres charges et produits exceptionnels						
<b>Opérations de gestion</b>		<b>450</b>	<b>(450)</b>		<b>1 500</b>	<b>(1 500)</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>26 679</b>	<b>18 000</b>	<b>8 679</b>	<b>1 516 630</b>	<b>72 058</b>	<b>1 444 572</b>

## Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable sous gestion propre	-188 898	1 376 520
Résultat comptable sous gestion contrôlée	275 396	-53 289
<b>Résultat comptable</b>	<b>86 498</b>	<b>1 323 231</b>

<b>Reprise du résultat Antérieur</b>	<b>-145 474</b>	<b>234 843</b>
--------------------------------------	-----------------	----------------

<b>Résultat effectif Global</b>	<b>-58 976</b>	<b>1 558 074</b>
dont Résultat effectif sous gestion propre	-188 898	1 376 520
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	129 922	181 554

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		176 714	
Etat	6 559 062	862 383	28 241
Etat - Assurance Maladie - ARS			
Etat - CAF		50 993	
Etat - Directe		747 519	
Etat - ASP		57 460	
Régions		67 500	
Départements	7 256 751	110 000	
Communes, Villes		52 485	
Autres Financeurs		61 470	
<b>TOTAL</b>	<b>13 815 813</b>	<b>2 186 524</b>	<b>28 241</b>



## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Jeunesse	Solidarité	Groupe	Inter Secteur	Total
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>13 786 890</b>	<b>3 659 563</b>	<b>293 188</b>	<b>-11 654</b>	<b>17 727 987</b>
Cotisations			240		240
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>228 648</b>	<b>309 380</b>	<b>205 393</b>	<b>-11 654</b>	<b>731 767</b>
-Ventes de biens	27 940				27 940
-Ventes de prestations de service	200 708	309 380	205 393	-11 654	703 827
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>13 101 329</b>	<b>2 913 008</b>	<b>3 000</b>		<b>16 017 337</b>
-Concours publics	12 161 886	1 653 927			13 815 813
-Subventions d'exploitation	924 443	1 259 081	3 000		2 186 524
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible					
-Ressources liées à la générosité du public					
-Contributions financières	15 000				15 000
Production Stockée					
Production Immobilisée					
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	78 424	24 820	2 097		105 341
Utilisation des fonds dédiés	191 711	323 680	10 547		525 938
Autres produits de Gestion Courante	186 778	88 675	71 911		347 364
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>13 128 924</b>	<b>3 505 640</b>	<b>1 000 019</b>	<b>-11 654</b>	<b>17 622 929</b>
Achat de marchandises	2 640				2 640
Variation de stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres appro					
Variation de stocks matières premières et autres appro					
Autres achats et charges externes	2 373 659	1 128 006	282 411	-11 654	3 772 422
Aides financières	8 668		60		8 728
Impôts, taxes et versements assimilés	454 984	77 611	50 670		583 265
Salaires et traitements	6 780 572	1 286 781	363 481		8 430 834
Charges sociales	2 876 445	497 260	179 531		3 553 236
Dotation aux amortissements et aux provisions					
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	502 897	96 167	122 991		722 055
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations					
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	12 364	17 667			30 031
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	51 935	20 251			72 186
Report de fonds dédiés	30 724	190 402			221 126
Autres charges d'exploitation	34 036	191 495	875		226 406
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>657 966</b>	<b>153 923</b>	<b>-706 831</b>		<b>105 058</b>
<b>QP de résultat sur opérations faites en commun</b>	<b>-530 172</b>	<b>-132 764</b>	<b>662 936</b>		
Produits financiers			4 153		4 153
Charges financières	3 380	-1	-12		3 367
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-3 380</b>	<b>1</b>	<b>4 165</b>		<b>786</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>124 414</b>	<b>21 160</b>	<b>-39 730</b>		<b>105 844</b>
Produits exceptionnels	25 000	1 679			26 679
Charges exceptionnelles	17 550		450		18 000
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>7 450</b>	<b>1 679</b>	<b>-450</b>		<b>8 679</b>
Participation des salariés aux résultats					
Impôts sur les sociétés			28 025		28 025
<b>RESULTAT NET</b>	<b>131 864</b>	<b>22 839</b>	<b>-68 205</b>		<b>86 498</b>
Total des charges	13 739 869	3 638 403	1 011 982	-717 933	17 672 321
Total des produits	13 871 733	3 661 242	943 777	-717 933	17 758 819

Comptes annexes au rapport  
du commissaire aux comptes



## Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Résultat 2023	Gestion contrôlée ESMS	Gestion libre Autres activités	Variation de périmètre
GIED FELIX POTIER	88 327	88 327		
GIED FERNAND SANGIER	229 892	229 892		
FJT de Saint Pierre	7 713		7 713	
CEF Jules Palant	-22 914	-22 914		
CER	-19 704	-19 704		
Réparation Pénale	2 733	2 733		
MJIE	-21 983	-21 983		
Pasrel +	-132 200		-132 200	
<b>Secteur Jeunesse</b>	<b>131 864</b>	<b>256 351</b>	<b>-124 487</b>	
CHRS Le Logis	9 017	9 017		
CHRS A.T.I.	-2 603		-2 603	
GESTION A.L.T.	0		0	
CHRS Pierre Morange	5 705	5 705		
Maison Calixte	5 269		5 269	
IML AAPEJ	5 451		5 451	
<b>Secteur Solidarités</b>	<b>22 839</b>	<b>14 722</b>	<b>8 117</b>	
AAPEJ_Association	-72 528		-72 528	
AAPEJ_S.T.C. SIEGE	4 323	4 323		
<b>Groupe - Support</b>	<b>-68 205</b>	<b>4 323</b>	<b>-72 528</b>	
<b>Résultat Global</b>	<b>86 498</b>	<b>275 396</b>	<b>-188 898</b>	
		<b>86 498</b>		

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## AUTRES INFORMATIONS :

### Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### a) Engagements donnés :

##### a-1 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

	2023
Part à moins d'un an	48 397
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	177 385
Part à plus de 5 ans	513 840
<b>Total</b>	<b>739 622</b>

##### a.2 Garanties données aux établissements financiers :

Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la Garantie	Capital restant dû au 31-12-2023
Hypothèque sur le bâtiment du C.E.F. de Saint-Benoît	11/07/2019	20 ans	AFD	1 600 000	1 280 000
Nantissement de compte bancaire	11/07/2019	20 ans	AFD	85 000	
Nantissement de compte bancaire	10/10/2023	10 ans	AFD	95 000	283 000
				<b>1 780 000</b>	<b>1 563 000</b>

##### a.3 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **1 121 612 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Comme indiqué en note m, les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans, et ayant fait l'objet d'un accord de principe des autorités de tarification avant la clôture – notion de « fonds dédiés ».

L'association a constaté au passif un montant de **294 690 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **826 922 euros**.

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

#### **a.4 Autres engagements donnés :**

FEKLER, membre du **GIE Alliance Gestion**, est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2022, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	<b>en euros</b>
Dettes financières	1 743 998
Dettes d'exploitation	6 949 141
Autres dettes	1 310 223
	<b>10 003 362</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

Au cours de l'exercice 2022, la participation de l'association FEKLER à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 0,41%.

#### **b Engagements reçus :**

##### **b.2 Garanties reçues au profit des établissements financiers :**

Nature	Date de signature	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la Garantie	Capital restant dû au 31-12-2023
Caution à hauteur de 50% du département de la Réunion	28/09/2023	25 ans	AFD	908 500	908 500
Caution à hauteur de 50% du département de la Réunion	28/09/2023	20 ans	AFD	141 500	301 000
				<b>1 050 000</b>	<b>1 209 500</b>

##### **b.2 Autres engagements reçus :**

Dans le cadre de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement et au regard de son activité de « Foyer des jeunes travailleurs », l'AAPEJ, devenue FEKLER, a mis à disposition de la SIDR le bâtiment situé 4 rue Suffren à Saint Pierre par bail emphytéotique pour 1 euro symbolique, pour une durée de 40 ans à compter du 31 mars 2007, à la charge pour la SIDR de faire réaliser des travaux de réhabilitation et d'extension.

Le coût de réhabilitation et d'extension s'élève à 1.740.269 euros et est financé au moyen de subventions pour 663.142 euros, d'emprunts contractés par la SIDR à hauteur de 886.289 euros et le reste sur fonds propres de la SIDR pour 190.838 euros.

Au plan comptable, cette opération n'a donné lieu à aucun retraitement :

- Un bail de location est signé entre l'A.A.P.E.J. devenue FEKLER et la SIDR à compter de la réception des travaux (1<sup>er</sup> octobre 2009) pour une durée de 11 an renouvelable, sans pouvoir excéder la durée du bail emphytéotique et un loyer mensuel TTC de 6.260 euros. La durée du bail initial ayant été dépassée courant 2020.
- A l'issue du bail emphytéotique, le bien sera restitué gratuitement à l'association AAPEJ, devenue FEKLER.

## Note 23. EFFECTIF MOYEN

Effectif Moyen par CSP	
Direction	17
Administration générale	31
Service Généraux	84
Restauration	8
Socio-éducatif	131
Paramédical	9
Médical	1
Autres fonctions	
<b>Total</b>	<b>280</b>

Comptes annuels annexés au rapport  
du commissaire aux comptes

## Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

Au titre de l'exercice 2023, A.A.P.E.J. devenue FEKLER n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

## Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, sont présentées les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, soit un montant global de 0 euros.

Les membres du Conseil d'Administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur et n'ont perçu ni rémunération ni avantages en nature.

## Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux comptabilisés au sein du compte de résultat s'élèvent à 24 141 euros, TVA non récupérable incluse.

## Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge nette d'impôt est due aux revenus locatifs encaissés par l'association.

En 2023, une charge de 28 025 euros a été constatée.

\*\*\*\*\*